

L'exécutif contre-attaque avant la mobilisation sur les retraites



Article rédigé par 20 Minutes, le 26 novembre 2019

Source [20 Minutes] A dix jours de la grève nationale et interprofessionnelle contre la réforme des retraites, Emmanuel Macron et sa majorité durcissent le ton.

« Macron trouvait que c'était mou et polyphonique ». Le président aurait recadré ses troupes sur la [réforme des retraites](#) lors d'un dîner mardi dernier. « Il leur a dit d'être plus offensives », relate un proche du chef de l'Etat. A J-10 de la mobilisation contre la réforme du gouvernement, la majorité a durci le ton contre la [grève](#) en ciblant les régimes spéciaux tandis qu'une dernière série de [rencontres entre syndicats et gouvernement](#) a débuté lundi, et se poursuivra ce mardi à Matignon.

Lancé par les syndicats de la RATP et de la SNCF, l'appel à une grève reconductible contre la réforme des retraites le 5 décembre promet d'être très suivi : outre les fédérations nationales de la CGT, FO, FSU et Solidaires, il a également été rejoint par des organisations d'Air France, d'EDF, d'avocats, de magistrats, de lycéens et d'étudiants... Les cadres de la CFE-CGC ont aussi appelé à manifester, et la CFTC a laissé ses syndicats libres de rallier le mouvement. Même la CFDT, qui soutient globalement la réforme, a laissé sa fédération cheminote déposer un préavis. Sans oublier les « gilets jaunes » qui ont appelé à rejoindre le mouvement.

Une communication « dure »

Face à ce risque de « convergence des luttes », Emmanuel Macron tente de minimiser présentant la grève du 5 décembre « avant tout » comme une mobilisation « contre la fin des régimes spéciaux » qui sont « d'une autre époque ». Ce mouvement est dominé par « de grandes entreprises de transport », avec « des demandes catégorielles qui pénalisent le reste de la société », [a-t-il taclé vendredi](#), en déplacement à Amiens (Somme). Il a aussi mis en garde contre les éventuels débordements.

A l'unisson, la majorité reprend l'argument d'une grève « catégorielle ». Pour Richard Ferrand, président de l'Assemblée interrogé par le [Journal du dimanche](#), il s'agit d'« une mobilisation pour conserver des inégalités », tandis que la ministre de la Santé Agnès Buzyn a pointé « des revendications très corporatistes » au micro de [franceinfo](#).

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)